



LÉGATION DE SUISSE

Bogotá, le 10 mai 1957.

B.12.1.- Pa/Ey

Rapport politique n° 1CONFIDENTIELLEEvénements politiques en Colombie

Monsieur le Conseiller fédéral,

La tragédie colombienne semble être parvenue à son dénouement. Avant de commenter les événements actuels, il est peut-être utile de rappeler brièvement les actes les plus importants qui ont précédé la crise du régime.

En 1948, le 9 avril, l'assassinat du chef libéral Jorge Eliécer Gaitán, homme de gauche fort populaire dans les milieux progressistes, qui fut perpétré dans des circonstances encore obscures aujourd'hui, donna lieu à des manifestations de colère et déclencha des réflexes incontrôlables dans un pays où le mélange des sangs indiens et espagnols a donné naissance à un type d'individu prédisposé à la violence. Ce fut le "Bogotazo"; une grande partie de la capitale fut réduite en cendres, plus de 3000 personnes périrent et le pillage et le crime devinrent des faits divers quotidiens dans toute la Colombie.

La réaction se produisit le 9 novembre 1949; la loi martiale fut proclamée pour une période d'une durée indéfinie, la presse fut jugulée et le Congrès cessa de délibérer. Les cheminement vers la dictature furent lents mais sûrs.

Le 6 septembre 1952, des criminels soudoyés mirent le feu aux presses des journaux d'opposition et aux maisons des chefs antigouvernementaux.

Le 13 juin 1953, les hommes politiques au pouvoir furent destitués à la suite d'un coup de force que le peuple prit tout d'abord pour une manifestation violente de la volonté populaire puisque le responsable du coup d'état, le Lieutenant-Général Gustavo Rojas Pinilla avait promis de rétablir la paix, la liberté et la légalité! Cette promesse ne fut pas tenue par le régime des forces armées.

En 1954, le 8 et 9 juin, le Gouvernement des Forces armées versa inutilement dans les rues de Bogotá le sang de nombreux étudiants sans défense.

Au Département politique fédéral,

B e r n e .

Le 4 août 1955, la marche inexorable vers la dictature absolue s'est poursuivie. Un grand pas dans cette voie périlleuse fut fait par les Autorités qui supprimèrent le journal libéral - indépendant le plus important du pays "Il Tiempo". L'affaire ressembla étrangement à celle de la confiscation de "La Prensa" de Buenos Aires par la dictature péroniste.

Le 5 février 1956, les gradins de la principale arène de Bogotá, utilisée pour des courses de taureaux, furent ensanglantés. La police "liquida" des manifestants opposés au régime Rojas Pinilla.

Le 7 août 1956, une explosion tua des centaines d'habitants et détruisit une partie importante de la ville de Cali. Les explosifs étant placés sous le contrôle des forces armées colombiennes, l'opinion publique tint le gouvernement pour responsable même si la conflagration ne fut, en définitive, qu'une conséquence fatale de certaines imprévoyances.

Pendant toutes ces années furent peu à peu éliminées, modifiées ou mises en veilleuse les principales institutions de droit public qui avaient fait auparavant la réputation de la Colombie: un état où le respect de la légalité semblait finalement entré dans les moeurs. La dictature absolue mais relativement tolérante si on la compare au nazisme, au fascisme et au péronisme, devait s'assurer de l'avenir. En effet, du point de vue du droit constitutionnel elle s'est trouvée, au début, dans les conditions suivantes:

Lorsque le régime de l'état de siège eut été proclamé le 9 novembre 1949, sous la présidence de M. Ospina Pérez, les Chambres furent dissoutes. Le Parlement colombien n'a plus été reconstitué en tant que tel et la normalité n'a plus été rétablie jusqu'à ce jour en ce qui concerne l'exercice du pouvoir législatif.

Dès 1951, la place de l'ancien Parlement a été prise de facto par un Congrès nommé par le Président Laureano Gomez et formé exclusivement de membres du Parti conservateur que l'état de siège priva de toute signification politique. Après que le Lt. Général Gustavo Rojas Pinilla eut pris le pouvoir, le 13 juin 1953, il installa une Assemblée nationale constituante qui avait d'ailleurs été créée en 1952 par le Congrès conservateur et convoquée avant le coup d'état en vue de procéder à une réforme constitutionnelle. Cette assemblée, réunie le 15 juin 1953, donna son approbation au changement de régime. Le Lt. général Rojas Pinilla devint ainsi légalement chef de l'Etat avec le soutien des forces armées, de l'ancien président, M. Ospina Perez, du vice-président désigné Urdaneta et d'autres hommes politiques appartenant essentiellement au parti conservateur.

Le 20 juillet 1954 se réunit la dite Assemblée nationale constituante qui décida d'assumer les fonctions de l'ancien Parlement pour les quatre années suivantes, donna le droit de vote aux femmes et interdit l'activité politique du communisme international.

Le 3 août 1954, l'Assemblée nationale constituante élit le Président Rojas, Chef de l'Etat pour la période 1954 - 1958. Celui-ci succédait ainsi formellement - après que l'exercice normal du pouvoir exécutif eut été entravé par des troubles et des luttes civiles constantes - à M. Laureano Gomez élu président de la République colombienne pour le terme antérieur de 4 ans (1950 - 1954).

Malgré sa docilité apparente, cette assemblée constituante faisant fonction de Parlement ne pouvait donner satisfaction, à la longue, au chef de l'exécutif. Lorsque les tendances dictatoriales de ce dernier devinrent plus apparentes, une certaine opposition contre lui se fit jour au sein de cette assemblée. Avant que le général Rojas ne puisse s'incruster au pouvoir avec les apparences de la légalité, il convenait de changer la composition de la "Constituante" pour la rendre plus maniable. Le chef de l'Etat dut manoeuvrer longuement pour parvenir à ses fins. Il évita, tout d'abord, de réunir l'assemblée pendant une fort longue période. Finalement, il la convoqua lorsqu'il se crut certain d'avoir obtenu que la majorité des membres soutiendrait sa politique. Cette convocation devait également permettre, dans son esprit, à l'opposition de faire entendre sa voix sans mettre en danger le régime. L'assemblée nationale constituante "ANAC", ainsi convoquée inopinément, se réunit en session extraordinaire, le 11 octobre 1956, après environ un an et demi de mise en sommeil par la dictature. L'opposition se révéla en fait beaucoup plus forte que le gouvernement ne l'avait escompté. Les débats révélèrent, notamment, l'impossibilité d'arriver à un accord quant à une prolongation de la durée du régime des forces armées au delà du terme constitutionnel. Le chef de l'Etat parvint cependant à obtenir de l'ANAC, dans ses dernières séances de l'an dernier, l'autorisation de procéder à la nomination de 25 membres nouveaux de ce pseudo-parlement. Afin de laisser pleine liberté au dictateur de recomposer une nouvelle assemblée constituante à sa guise, les députés de la majorité fidèle au gouvernement présentèrent leur démission collective le 7 mars 1957. L'assemblée nationale constituante élargie fut convoquée le 20 mars 1957. 25 nouveaux membres nommés par le chef de l'Etat par décret daté du 15 mars prirent part à ses travaux. Les nouveaux députés étaient naturellement à la dévotion du dictateur. Celui-ci réussit également à faire entrer dans l'assemblée une douzaine de ses amis qui de suppléants devinrent députés par

suite de la renonciation des titulaires. Le Président obtint, dès lors, sans peine que l'assemblée déclare vouloir mettre fin à son activité le 10 avril 1957 pour faire place à une nouvelle assemblée nationale constituante nommée en partie par lui et en partie par les conseils administratifs départementaux et municipaux. Après ce sabordage, la nouvelle constituante composée de 90 députés, dont 30 désignés librement par le chef de l'Etat et le reste par une assemblée nationale de délégués des conseils administratifs départementaux et du district spécial de Bogotá favorables à l'Exécutif fut convoquée par le chef de l'Etat le 11 avril dernier.

Il était clair d'emblée, pour l'observateur impartial, qu'une assemblée aussi artificiellement "fabriquée" n'offrait aucune garantie d'ordre constitutionnel; sa tâche essentielle étant de modifier cette Constitution et non de la respecter. Elle devait permettre au dictateur d'obtenir - en y mettant certaines formes en apparence légales - un nouveau mandat de 4 ans. Les intentions du Général à cet égard devinrent parfaitement évidentes pour le grand public dès le début de l'année en cours. En effet, le 26 janvier 1957, les Forces armées colombiennes firent savoir par l'intermédiaire du Ministre de la guerre, Major général Gabriel Paris qu'elles exigeaient le maintien au pouvoir du Président Rojas pour la période quadriennale de 1958/1962. Immédiatement, le chef du parti libéral d'opposition, le Dr. Alberto Lleras Camargo, aussi bien que l'ancien président Ospina Perez, prirent position pour contester toute valeur à cette déclaration. Après des conversations entre les dirigeants des partis conservateur et libéral, réunis dans la clandestinité, un manifeste protestant contre l'attitude illégale des Forces armées fut publié conjointement le 31 janvier 1957.

Le 5 février 1957, le ministre de l'intérieur prit position au nom du gouvernement du Général Rojas Pinilla en faveur de la réélection par l'assemblée nationale constituante du chef de l'Etat pour la période de 1958/1962, bien que la Constitution colombienne interdise toute prorogation du mandat présidentiel au delà de 4 ans.

Le 12 février 1957, l'ancien Président de la République, M. Eduardo Santos, adressa de Paris, où il s'est exilé, au chef du parti libéral, M. Alberto Lleras Camargo, un appel en vue de la Constitution d'un front commun démocratique opposé à la dictature des forces armées. Ces efforts devaient aboutir à la constitution d'une union patriotique de tous les Colombiens désireux de rétablir la normalité démocratique et constitutionnelle dans le pays. Une proclamation à la Nation fut rendue pu-

blique le 20 mars 1957. Elle était signée par tous les membres du Directoire national conservateur et du Directoire national libéral. Ce manifeste demandait au Gouvernement des Forces armées de revenir à la légalité et de faire procéder à des élections, dans le respect de la Constitution, en vue de la nomination d'un nouveau président par le peuple. Cet appel au pays reçut immédiatement l'adhésion de six anciens présidents de la République, dont MM. Ospina Perez, Urdaneta Arbelaez et Alfonso Lopez. Grâce à l'entente réalisée entre les deux partis historiques colombiens dont l'acharnement à se combattre réciproquement avait permis à la dictature de surgir, un candidat présidentiel unique put être désigné en la personne de M. Guillermo Leon Valencia, homme politique conservateur de Popayan fort populaire dans tout le pays.

Après cette longue digression relative aux événements du passé, qu'il était indispensable de commenter pour l'intelligence de ce qui va suivre, j'en arrive à la série de manifestations qui a amené la chute du dictateur, dont la renonciation au pouvoir a été annoncée dans un discours à la nation radiodiffusé depuis le palais de San Carlos ce matin à 10h $\frac{1}{2}$.

L'opinion publique colombienne ne demandait qu'à s'échauffer depuis que le régime dictatorial des Forces armées lui semblait devoir devenir éternel. Une étincelle mit le feu aux poudres le dimanche 28 avril dernier lorsque les forces de police de Cali capturèrent le candidat des partis historiques à la présidence, M. Guillermo León Valencia et le mirent en résidence forcée dans une maison particulière de la capitale de la Vallée du Cauca. Cette détention de M. Valencia se produisit apparemment à la suite de discours que le candidat présidentiel avait prononcés la veille dans deux clubs privés de la ville de Cali. Le gouverneur du Département fit, par ailleurs, occuper militairement les dits clubs et exigea que pour toutes leurs manifestations sociales leurs dirigeants soient tenus de demander une autorisation préalable à l'Autorité. Les clubs de Cali décidèrent alors de cesser leurs activités et successivement tous les autres clubs du pays fermèrent leurs portes par mesure de solidarité ou pour protester contre les exigences du pouvoir.

Une deuxième étape de la révolution devait être atteinte le 2 mai 1957, lorsque les étudiants s'insurgèrent en défense des intérêts supérieurs de la patrie. La grève des universités s'étendit rapidement à tous les établissements privés d'enseignement supérieur. Les étudiants déclarèrent qu'ils n'assisteraient plus aux cours tant que le dictateur ne serait pas tombé. Les étudiants, de nombreux enfants des collèges et même des écoles primaires se livrèrent à des manifestations dans différents endroits de la capitale. Le 3 mai, la grève estudiantine devint to-

tale. Les recteurs des universités et le corps professoral donnèrent leur appui aux grévistes, bien que le gouvernement ait annoncé de graves mesures de coercition.

Dès le 3 mai, les forces policières organisèrent la répression des manifestations estudiantines au moyen de lancements de grenades contenant des gaz lacrymogènes et en aspergeant les passants et quelquefois aussi les manifestants avec de l'eau colorée à l'aniline provenant de camions-citernes. Beaucoup de gens trouvèrent que l'action indiscriminée de la police était exagérément brutale. Je suis devenu un peu de cet avis après que ma résidence fut envahie par les gaz lacrymogènes pour la seule raison qu'elle est située en face du gymnase moderne dont les écoliers faisaient grève. Ce jour-là, 500 arrestations furent opérées parmi les étudiants et écoliers dont beaucoup n'avaient pas 15 ans.

Le samedi 4 mai, le brigadier général chef du service de presse du dictateur annonça à la radio que les forces armées prendraient possession de la capitale dans l'après-midi. Ordre fut donné à la population de ne pas quitter ses foyers et finalement le couvre-feu fut décrété à partir de 21h.30. La population, déjà soumise à l'état de siège depuis de nombreuses années, ne fit aucune résistance et se plia aux prescriptions de l'autorité.

Le dimanche 5 mai, la révolution, après avoir été estudiantine, prit une tournure nettement religieuse. L'église franciscaine de la "Porciuncula" située à deux pas de ma résidence, fut le théâtre d'incidents regrettables qui se produisirent vers midi, alors que la nef était remplie de fidèles. Le révérend père Severo Velásquez, franciscain et orateur sacré bien connu pour son opposition au régime, condamna du haut de la chaire en termes énergiques les agissements de la dictature. A l'élévation, les policiers lancèrent leurs grenades à gaz contre les fidèles et même, paraît-il, à l'intérieur de l'église. Une immense confusion se produisit lorsque des renforts de police survinrent et arrosèrent ou asphyxièrent les personnes sortant de l'église. Les étudiants présents contre-attaquèrent. Il y eut deux collégiens tués par la police et de nombreux blessés dans les deux camps. Pendant toute la journée, les attroupements de plus de cinq personnes furent attaqués et dispersés par l'armée sur pied de guerre. Les soldats casqués et munis de masques à gaz braquaient leurs mitraillettes sur la foule. Un drame sanglant semblait devoir éclater d'un moment à l'autre. Les camions militaires fondaient sur les manifestants pour les faire monter sur les trottoirs. De la foule partaient des coups de sifflet et des huées "A bas la dictature", "Mort au tyran", "Vive la liberté". Toutes les classes de la société semblaient unanimes dans l'expression de leur haine contre le Gouvernement des forces armées. Les bruits les plus contradictoires ont circulé toute la journée, car seule la presse gouvernementale a paru, ce qui a augmenté l'excitation.

Le lundi 6 mai 1957, le Gouvernement s'est incliné devant le fait accompli et a ordonné, de son côté, la fermeture de tous les établissements d'éducation et le renvoi dans leurs foyers des élèves domiciliés en province. Les étudiants en grève continuèrent leurs manifestations et les forces policières recoururent plus souvent à des "passages à tabac" et moins fréquemment aux grenades à gaz. Un rassemblement, vite dispersé, eut lieu sous les fenêtres de notre chancellerie aux cris de "Viva la democracia suiza".

C'est à partir de ce jour-là que la grève a pris aussi un aspect économique. Le syndicalisme est si peu développé en Colombie, pays qui en est encore au stade du paternalisme patronal, que l'initiative ne pouvait provenir que des chefs d'entreprises. En fait, la fermeture des usines, des banques et des magasins a été décrétée par de grands patrons suffisamment pourvus de moyens financiers pour pouvoir payer leurs ouvriers et employés licenciés pendant toute la durée de l'épreuve de force tentée contre le Gouvernement. Celui-ci ne s'y trompa point et prodigua ses efforts en vue de séparer les masses laborieuses des oligarchies capitalistes représentant, selon le dictateur, 1% de la population. Rojas Pinilla essaya, mais trop tard, de faire ce que Peron avait réussi avec ses "Descamisados". En fait, l'esprit de classe n'a pas encore pénétré dans les milieux ouvriers colombiens et, dans la lutte contre la dictature, les ouvriers payés par leurs patrons pour ne rien faire se montrèrent fort peu enclins à se mettre du côté du gouvernement. Pendant la journée de lundi, les commerçants fermèrent peu à peu tous leurs magasins. D'énormes trusts, comme la "Bavaria" qui emploie 20'000 personnes, procédèrent à un lock-out total. Les banques, sauf les instituts étrangers que le Gouvernement obligeait à travailler, fermèrent leurs guichets. Le Gouvernement dut assister, sans pouvoir réagir effectivement, à la paralysie graduelle de toutes les activités du pays. Il essaya de faire ouvrir une banque de force, mais le gérant et le caissier s'étaient envolés avec les clefs des chambres fortes et les agents du Gouvernement ne purent rien payer aux clients venus retirer des fonds. Dans d'autres cas, lorsque certains patrons ont pu être forcés par la police à rouvrir leurs usines, ce sont les ouvriers qui ne se sont pas présentés au travail. Le Gouvernement garantit bien la liberté du travail mais le nombre des briseurs de grève fut absolument infime.

En province, l'ordre de grève fut également presque partout observé mais les victimes des heurts avec la police furent plus nombreuses qu'à Bogotá. Malgré le grand discours présidentiel du 6 mai à 20h., la paralysie s'étendit de plus en plus, les 7, 8 et 9 mai, à tous les secteurs de l'économie colombienne. Le Président décida d'organiser une manifestation de masse pour le samedi 11 afin de se faire plébisciter par la foule d'indiens à la-

quelle il aurait payé le voyage. De son côté, l'opposition se renforça. L'ancien ministre de l'Intérieur, Pabón Nuñez, auquel le dictateur avait refusé la vice-présidence de la République, ne reparut plus aux séances de l'ANAC. Ses amis le suivirent. Le dictateur eut recours, le 8 mai, à la mobilisation des réserves d'armée de lère et de seconde classe et il convoqua tous les sous-lieutenants (bacheliers) pour examen de leur situation militaire, privant ainsi les étudiants en grève d'une partie de leurs meilleures forces. Inexorablement, la grève fit tache d'huile en province les 8 et 9 mai. Les transports routiers ne fonctionnèrent plus d'un département à l'autre. La force armée ne parvint pas à remplacer les camioneurs vu les énormes distances séparant les principaux lieux de production et de consommation du pays et l'insécurité des routes. Dans sa lutte contre un adversaire quasiment insaisissable, le dictateur dut avoir recours aux moyens extrêmes: il mobilisa les employés de banque et décréta qu'ils devaient faire leur service militaire à leur poste, il annonça l'étatisation de l'industrie du café, principale ressource du pays, le séquestre par l'Etat des fabriques de produits pharmaceutiques et la nationalisation des pharmacies. Il ne fit ainsi que augmenter le mécontentement contre son administration. Il chercha en vain à séparer les ouvriers des patrons, les conservateurs des libéraux, les francs-maçons des catholiques et finit par adopter une ligne de conduite que les communistes n'auraient pas désavouée alors qu'il s'était fait auparavant le champion de l'anti-communisme. Ces contradictions, Ces improvisations permettaient de deviner que le vieux lutteur se sentait acculé. Malgré tout, pris par son idée fixe, il convoqua la nouvelle assemblée nationale constituante bien que l'opinion publique presque unanime eut mis en doute le caractère démocratique de ce corps législatif. La session extraordinaire de cette assemblée débuta le 24 avril 1957. La presse d'opposition ne mentionna même pas le fait. Cette nouvelle constituante procéda à la réforme de la Constitution nationale (art. 171 et art. 129, paragraphes 1 et 2) pour permettre la réélection à la présidence, par elle-même, du général Rojas Pinilla pour la période de 4 ans à venir (1958/1962). Le lundi 6 mai, la réforme constitutionnelle était définitivement approuvée et le surlendemain le dictateur était réélu par son parlement de marionnettes par 76 voix contre une. Malgré ce succès théorique, le général devait se démettre de ses fonctions dans la nuit du 9 au 10 mai 1957. Comment expliquer ce revirement?

Il y a lieu tout d'abord de noter que si le général avait décidé de se présenter démocratiquement devant l'électeur au terme de son mandat, il aurait sans doute pu conserver le pouvoir et appliquer, sans dommage, ses méthodes dictatoriales à l'opposition jusqu'au 7 août 1958. C'est au moment où il a cherché à obtenir par des moyens anticonstitutionnels la prolongation pour 4 ans de la durée de sa dictature, que le peuple a profité

du moindre incident pour entrer en révolte ouverte contre lui. Par ailleurs, le dictateur ou plutôt ses amis de l'état-major colombien ont mal choisi le moment pour accomplir le tour de passe-passe de la réélection. Rojas Pinilla pouvait fort bien attendre l'an prochain pour monter cette farce. Rien ne le pressait d'agir en ce début de mai 1957 puisque son mandat s'étendait jusqu'au début d'août 1958.

Le dictateur est également tombé parce que les forces armées sur lesquelles il s'appuyait avaient essentiellement pris le pouvoir pour rétablir l'ordre. Elles ne pouvaient donc, nolens volens, créer le désordre en s'opposant jusqu'à la dernière cartouche aux forces qui les combattaient.

Le régime a trop fait participer la caste militaire à ses prébendes sans prendre soin de soigner sa clientèle dans les autres milieux. En nommant partout des militaires et en s'entourant de traîneurs de sabres - bien souvent incompetents (surtout en matière économique) - le dictateur s'est isolé. Il a perdu des appuis un peu partout d'autant plus que l'ordre étant rétabli dans presque tous les départements, tout un chacun pouvait penser que le régime avait rempli sa tâche principale et n'avait plus qu'à céder la place.

Pour en revenir aux événements de ces derniers huit jours pendant lesquels le dictateur s'est montré un lutteur résolu mais a eu finalement le dessous, il faut retenir, à mon sens, trois causes principales parmi celles de sa chute:

1) Le déploiement de forces armées, blindées, casquées et équipées pour la guerre est parfaitement ridicule lorsque les adversaires de cette troupe sont des gamins désarmés. Les étudiants ont harcelé les soldats, ils les ont poursuivis de leurs cris séditieux et se sont sauvés lorsqu'ils risquaient d'être encerclés. La troupe ne pouvait pas tirer sur des étudiants qui se bornaient à hurler des imprécations. Ce faisant, les élèves des écoles ont fait perdre tout prestige aux forces impressionnantes de la dictature (évaluée à 120./150'000 hommes avec la police militaire). Ne sachant plus que faire, les patrouilles militaires en vinrent à rouer de coups des enfants, ce qui n'était pas fait pour leur conserver les sympathies de la foule.

2) Le dictateur a peu à peu perdu l'appui de l'église catholique dont les dignitaires, beaucoup plus subtils que lui, estimèrent opportun de l'abandonner à son sort alors qu'il croyait encore bénéficier de certains appuis dans la hiérarchie ecclésiastique. C'est cette dernière qui donna le coup de grâce à Rojas Pinilla. Les Ordres, tels que les Jésuites de l'Université pon-

tificale Javeriana et les Franciscaïns de la "Porciuncula", le combattirent avec acharnement. Finalement, le Cardinal Luque prit "la défense de son peuple"; il déclara condamner tout acte de violence et que les droits de l'homme ne pouvaient rester lettre morte. Il jeta l'anathème sur ceux qui recourent à la violence quelque soit la cause qu'ils défendent. Tout le monde comprit ces allusions transparentes à l'abus de la force par le régime des forces armées. Ainsi la dictature qui aurait pu tenir le pays avec ses troupes pendant beaucoup plus longtemps dû céder devant l'opposition du clergé.

3) En troisième et dernier lieu, le facteur économique a été décisif dans la lutte contre le régime. Les forces armées n'ont pas su administrer les ressources du pays qui sont immenses. Elles ont, au contraire, amené l'inflation, la hausse des prix, l'augmentation des dettes et la baisse du niveau de vie des classes laborieuses. Le régime ne pouvait plus disposer d'appui dans la banque, l'industrie, l'agriculture et le commerce. Au contraire, dans ces milieux, les réflexes de défense ont joué contre lui. Même si les classes prédominantes du point de vue économique n'avaient pas eu à coeur de rétablir les libertés démocratiques perdues, elles se seraient efforcées d'amener le dictateur à se retirer afin de pouvoir faire de nouveau des affaires plus profitables dans le cadre d'une économie assainie et libérée de tous les frais qu'entraîne un régime dictatorial. La haute banque, la grande industrie, les propriétaires terriens, les commerçants se sont mis contre Rojas Pinilla, peut-être parce que les procédés de la dictature leur étaient devenus odieux, mais surtout parce que tel était leur intérêt. Lorsque le Général s'en est aperçu et voulut exciter les pauvres contre les riches au risque de donner au communisme des possibilités d'intervention dans le conflit, il était trop tard. Les ouvriers, sans conscience de classe et habitués de longue date au paternalisme patronal, laissèrent agir les capitalistes et se complurent dans l'oisiveté forcée et payée que ceux-ci leur accordaient. Pendant ces derniers huit jours de troubles, il n'y eut aucune manifestation ouvrière proprement dite, pas plus socialiste que communiste.

Par suite de la brièveté de la révolution et de la manière très habile, mais non violente, dont l'opposition s'est manifestée, le changement de régime n'a causé que peu de dommages matériels. Il n'y a pas eu, cette fois-ci, de pillages, de violences et d'incendies. En revanche, les pertes de vies humaines causées par les forces armées sont assez nombreuses; environ 50 au total, dont deux à Bogotá et 33 à Cali où il y eut également plus de 100 blessés. A Medellín on déplore également quelques tués.

- 11 -

Au moment où je termine ce rapport, le général Rojas Pinilla a abandonné la présidence de la République. Il a transmis ses pouvoirs à une junta militaire composée de cinq membres:

Major général Gabriel Paris
Major général Deogracias Fonseca
Contre-amiral Rubén Piedrahita Arango
Brigadier général Rafael Navas Pardo
Brigadier général Luis E. Ordoñez

Cette junta militaire préparera des élections libres afin que le peuple colombien puisse élire le président qui dirigera la République du 8 août 1958 au 7 août 1962. Les chefs des deux partis historiques sont entrés en rapport avec la junta afin de connaître ses intentions et d'en tirer les conclusions nécessaires quant à l'action future de l'opposition.

Ce matin, dès l'aube, la population de Bogotá s'est répandue dans les rues. La jubilation est à son comble et, malgré la multitude, les manifestations contre la dictature déchuée et ses suppôts n'ont pris nulle part un caractère violent. On ignore encore les détails au sujet de la situation dans laquelle se trouvait le dictateur lorsqu'il a renoncé au pouvoir. Son lieu de résidence actuel (probablement la Jamaïque) est également encore inconnu.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

A. Parodi